

Rapiécer la demeure

Camille Toffoli et Isabelle Caron

Numéro 331, été 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/95764ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Toffoli, C. & Caron, I. (2021). Rapiécer la demeure. *Liberté*, (331), 26–35.



Rapiécer la demeure

La crise du logement, qui repousse les plus pauvres aux frontières de la ville, affecte d'abord les femmes. À travers le parcours de trois femmes ayant échappé à la précarité locative par l'accès à un logement en coopérative se dessinent, en filigrane, les injustices que créent pour les autres la gentrification et la hausse des loyers.

Par Camille Toffoli

Avec la collaboration et les illustrations d'Isabelle Caron

Je suis arrivée dans Griffintown en plein mois de février, grâce à mes parents et à des ami·es assez bienveillant·es pour m'aider à déménager malgré le temps glacial. En dix ans de vie à Montréal, l'idée de m'établir dans ce quartier adjacent au centre-ville, coïncé entre la Cité du multimédia et le canal Lachine, ne m'était jamais venue à l'esprit. Ses édifices impersonnels, ses tours d'appartements démultipliées le long des boulevards bruyants ou des rues désertiques me paraissaient bien inhospitaliers. Mais voilà, j'avais obtenu une place dans une coopérative d'habitation que des ami·es y avaient fondée, quelques années plus tôt, et mon nouvel appartement était beaucoup plus beau et spacieux que ce que j'aurais eu les moyens de me payer.

L'immeuble de soixante-dix logements dans lequel j'emménageais avait pu être construit grâce à une politique d'inclusion adoptée par la Ville de Montréal, qui prévoit que tous les projets immobiliers doivent réserver un certain pourcentage de l'espace à des logements sociaux. Ce règlement vise à éviter que des zones en « pleine revitalisation » comme Griffintown, ainsi qu'on aime à le dire dans le jargon bureaucratique, soient exclusivement peuplées par des propriétaires, et à conserver dans tous les arrondissements un minimum de loyers abordables. Je n'étonnerai personne en disant que ce type de normes ne suffit pas à freiner la surenchère immobilière. N'empêche, je me rappelle ce petit récit chaque fois que je me fais réveiller par le bruit matinal d'un marteau-piqueur ou les klaxons qui résonnent depuis René-Lévesque. Je ravale mon irritation chaque fois que je prends le métro, à la station Lucien-L'Allier, avec des hordes de fans des Canadiens surexcité·es par une victoire. J'essaie de me rappeler que ma place dans ce quartier est le fruit d'une lutte pour l'accès au logement que d'autres ont menée, et que ma présence ici peut, peut-être, bien modestement, contribuer à poursuivre cette lutte.

J'avais à peine fini de poser mes derniers cadres lorsque mon amie Isabelle, une des instigatrices de la coopérative, m'a invitée à prendre un café chez elle, quelques étages plus

bas, pour me parler des réflexions qui faisaient du chemin en elle depuis quelque temps. Dans les dernières années, elle avait réalisé des dizaines et des dizaines d'entrevues de sélection pour attribuer les logements de la coopérative. Parmi toutes les personnes interviewées – des gens aux profils et aux origines diversifiées –, plusieurs lui avaient raconté des épisodes difficiles, parfois même traumatiques de leur parcours comme locataires. Isabelle avait été frappée, surtout, par le nombre de femmes ayant vécu des situations critiques ou subi des torts *parce qu'elles étaient des femmes*. Propriétaires harcelants, colocations toxiques, discrimination sur la base du statut de mère de famille monoparentale : la liste des offenses est longue et comporte beaucoup de répétitions. Elle m'a raconté ça, prise par un sentiment d'urgence. À l'instar de plusieurs grandes villes nord-américaines, Montréal traverse une crise du logement sans précédent, une crise qui n'est pas près de s'atténuer, et qui affecte déjà de manière criante les moins fortuné·es. Habiter en ville, dans un quartier central surtout, est devenu un privilège. Même les quartiers comme Hochelaga-Maisonneuve ou Parc-Extension, où il était possible de trouver un logement abordable il y a dix ans, sont en plein processus de gentrification. Sans parler du taux d'itinérance – plus particulièrement l'itinérance des femmes –, qui a connu une hausse marquée dans les dernières années. Isabelle me fait part de ses préoccupations avec l'idée qu'il y a, dans ce contexte plus que jamais, quelque chose dans la réalité des femmes locataires qui mérite d'être étudié.

Le reportage qui suit est le fruit d'une démarche documentaire, que nous menons ensemble depuis près d'un an. Nous avons réalisé une série d'entrevues avec des militantes investies dans les luttes pour le droit au logement, ainsi qu'avec des femmes qui habitent dans un des trois types de logements sociaux qui ont été créés au Québec afin de pallier les limites et les dérives du système locatif privé : les coopératives, les OBNL d'habitation et les HLM. Nous voulions qu'elles nous racontent leurs expériences, qu'elles nous parlent des stratégies de résistance qu'elles ont développées, dans le cadre de leur implication politique ou dans leurs vies privées, pour favoriser leur propre accès et celui des autres à un chez-soi décent et sécuritaire. Nous voulions réfléchir, en dialogue avec elles, à ce qu'habiter un espace, habiter un quartier, implique dans un contexte de précarité et d'incertitude généralisées.

✱

Il y a peu d'essais qui m'ont autant enthousiasmée qu'*Evicted. Poverty and Profit in the American City*, du sociologue Matthew

Desmond, qui s'intéresse au phénomène des expulsions locales dans les secteurs urbains défavorisés. Pendant plusieurs années, l'auteur s'est installé dans un parc de maisons mobiles, puis dans un quartier pauvre de Milwaukee, et y a recueilli les témoignages de résident-es qui avaient été expulsé-es et forcé-es de se reloger rapidement, avec très peu de ressources. Plus qu'une simple analyse sociologique qui exposerait les causes et les effets des problèmes croissants d'accès au logement, l'essai enquête sur les trajectoires singulières des personnes expulsées en mettant en récit leur passé, leur quotidien, leurs historiques relationnels et familiaux. Ces détails ne servent pas à nourrir la curiosité anthropologique d'un lectorat privilégié. Ils démontrent bien que les problèmes de logement relèvent rarement de la pure malchance ou d'incidents isolés ; ils s'inscrivent plutôt en continuité avec une série de difficultés personnelles et d'oppressions socio-économiques. Ils montrent aussi combien la personne que nous sommes est indissociable de l'endroit où nous habitons. « Le foyer est la source de l'individualité. C'est là que l'identité prend racine et fleurit [...] », conclut Desmond.

Cette idée m'est revenue en tête quand j'ai commencé à écrire ce reportage. Je voulais circonscrire des anecdotes et des faits qui, mis en parallèle, parviendraient à illustrer les problèmes systémiques auxquels ont fait, et font toujours, face les femmes que nous avons rencontrées. Quand j'ai commencé à écrire, je me suis rendu compte que je pouvais difficilement mener une réflexion féministe sur le logement basé sur des faits vécus sans me lancer dans de longs récits, sans retracer chronologiquement les séries de déménagements et de moments charnières dans la vie de ces femmes. Nous avons amorcé presque tous les entretiens en demandant à nos interlocutrices de nous dresser un portrait de leurs parcours comme locataires, de nous décrire les endroits où elles ont vécu au fil de leur vie. Les réponses à cette question ont souvent occupé une bonne partie de l'entretien, et témoignent toutes, à leur manière, des rapports de force contre lesquels doivent lutter les femmes locataires.

Les luttes qui paient

« Les femmes, particulièrement les femmes seules et les mères de famille monoparentale, sont les plus directement touchées par la hausse drastique des loyers. Paradoxalement, ce sont elles qui, de manière générale, s'investissent le plus dans les démarches liées au logement, elles qui s'impliquent le plus autour de ces enjeux. » C'est un constat que formule Patricia Viannay, qui travaille depuis treize ans comme organisatrice communautaire au Projet d'organisation populaire d'information et de regroupement (POPIR), dans le Sud-Ouest de Montréal. Comme les quelques dizaines d'autres comités logements implantés en région et dans les différents arrondissements de Montréal, cet organisme a pour mission d'aider les locataires à faire respecter leurs droits, en plus de mener des luttes politiques pour l'accessibilité au logement. Sa mission n'est pas spécifiquement féministe, mais sa naissance est attribuable au travail de femmes engagées. Le POPIR a été fondé en 1969, à la suite de l'expropriation de centaines de ménages en vue de la construction de l'autoroute 720, par un groupe de résident-es composé en grande partie d'épouses d'ouvriers et de mères au

foyer, qui voulaient revendiquer leur droit de demeurer dans le quartier.

Patricia a notamment pour mandat de donner des formations sur les différents types de logements sociaux et les meilleures stratégies à adopter pour y obtenir des places. Au fil des années, elle a animé des dizaines de séances ; elle dit qu'elle peut compter sur les doigts de ses deux mains les hommes qui se sont présentés seuls à ces rencontres. Elle voit régulièrement des couples, mais elle s'adresse majoritairement à des femmes qui prennent seules la tâche de s'attaquer aux problèmes d'habitation auxquels fait face leur famille. Ce sont elles, le plus souvent, qui se lancent dans les formulaires interminables, qui entreprennent d'envoyer des demandes ici et là, bien qu'elles aient peu de chance d'obtenir des réponses positives, elles encore qui épluchent des descriptions de programmes qui pourraient leur être accessibles. Il y a sans doute plusieurs raisons à cette disparité, mais le fait est que la charge mentale du ménage – rien de moins que trouver un toit sous lequel habiter, en plus du reste – semble être encore répartie de manière bien inégalitaire.

Si les femmes sont manifestement plus proactives face aux problèmes de logement, ces efforts ne sont pas récompensés par de meilleures conditions de vie. Beaucoup de données objectives expliquent pourquoi l'accès au logement est plus difficile pour les femmes. En somme : leurs revenus sont en moyenne plus bas que ceux des hommes et elles se retrouvent plus souvent cheffes de famille ; elles doivent alors assumer seules le coût d'un espace assez grand pour leurs enfants et elles. Patricia nous donne quelques exemples de situations récurrentes dont elle est témoin dans le cadre de son travail : des femmes qui endurent de la violence conjugale parce qu'elles ne veulent pas se retrouver dans un refuge et qu'elles ont à peine les moyens de louer une chambre ; des célibataires qui se font refuser un logement parce que le propriétaire déduit que, si elles sont seules, c'est sans doute parce qu'elles sont « difficiles » ; des femmes qui ont perdu la garde de leur enfant et qui ne parviennent pas à la ravoir parce qu'elles ne se trouvent pas d'appartement de taille adéquate, selon les critères de la DPJ. Évidemment, tout n'est pas rose, non plus, pour les hommes, mais cette accumulation de faits probants a convaincu Patricia, comme beaucoup d'autres militantes, que développer une approche féministe autour de la question du logement est nécessaire pour mener des luttes qui soient réellement égalitaires.

Son travail consiste aussi à coordonner des comités de mobilisation ouverts aux citoyen-nés, à organiser des manifestations et des événements politiques. Elle se donne pour mission de convaincre les femmes qui passent la porte du POPIR, lorsque celles-ci ont l'énergie et la disponibilité mentale de le faire, de prendre part à ces actions collectives, de ne pas seulement fréquenter l'organisme comme bénéficiaires, mais de se joindre à la lutte. Son objectif n'est pas de recruter de la main-d'œuvre militante. Elle adopte cette stratégie dans l'intérêt des locataires, parce qu'elle est convaincue que le militantisme permet, en plus d'aider à créer un réseau, de prendre du recul par rapport aux injustices que nous subissons personnellement. Les femmes qui font face à des problèmes de logement ont souvent l'impression qu'elles en sont responsables, qu'elles n'ont pas fait les bons choix ou qu'elles ne s'y prennent pas adéquatement. L'implication

politique permet de voir que notre cas individuel s'inscrit dans des problèmes systémiques, qu'il est le résultat de phénomènes qui nous dépassent. Et bien souvent, cette prise de conscience permet de retrouver de la confiance en soi et la force pour se battre.

De plus, l'implication au sein du POPIR permet à des gens qui ont peu d'expériences d'engagement communautaire de se construire des feuilles de route qui les aideront à trouver des places dans des coopératives d'habitation. Alors que les gestionnaires des HLM et des OBNL d'habitation sélectionnent essentiellement les résident-es sur la base de leur situation socio-économique, et selon un système de listes d'attente, les coopératives n'ont pas seulement pour but de donner aux plus précaires une sécurité de logement, elles recherchent aussi de futur-es membres qui seront aptes et motivé-es à participer à leur vie démocratique, à assister à des assemblées et à des réunions de comités, à prendre en charge des responsabilités qui vont de l'entretien de l'immeuble à la rédaction de règlements. Les places en coopératives sont limitées, insuffisantes par rapport à la demande et l'intérêt pour ce modèle d'habitation, et la mention d'un comité logement dans une lettre de présentation ou une entrevue peut faire toute la différence entre une candidature retenue et une candidature rejetée. Celles et ceux qui font face depuis des années à une pauvreté économique ou à des situations familiales difficiles n'ont pas nécessairement la possibilité de cumuler les implications qui les feraient paraître, au cours d'un processus de sélection, comme de parfait-es futur-es membres; pourtant, obtenir une place en coopérative peut s'avérer salutaire pour ces personnes. Même si les coopératives d'habitation sont loin de représenter une solution définitive aux problèmes locatifs, Patricia y voit une avenue positive: « Si on peut aider quelques femmes dont la situation est précaire à être admises dans une coopérative, où elles paieront un loyer raisonnable par rapport à leurs revenus, où elles trouveront des instances où donner leur opinion, où faire entendre leur voix, eh bien, c'est déjà une grande victoire. »



BJ est l'une de ces personnes dont la fréquentation du POPIR a changé la trajectoire. Elle n'a jamais entendu parler de l'organisme le jour où elle remarque, en attendant l'autobus, des autocollants à l'intérieur de l'abri – mis là dans le cadre d'une campagne de visibilité. L'acronyme attire son attention, et la fait sourire. « Pas pire, c'est exactement comme ça que je me sentais, ce matin-là. Je me suis sentie appelée », dit-elle en riant.

À cette époque, BJ émerge d'une phase particulièrement difficile de sa vie. Elle réside à l'Abri d'espoir, dans le quartier Petite-Bourgogne, un centre d'hébergement pour femmes en difficulté financé et administré par l'Armée du Salut dont la mission est de prévenir l'itinérance et de favoriser la réinsertion sociale. Quelques années auparavant, elle ne se serait jamais imaginée avoir un jour besoin de ce type de ressource. Née de parents haïtiens, elle a été élevée dans le quartier Saint-Michel, dans un nid familial aimant et chaleureux. Au début de la vingtaine, dans une envie de renouer avec ses origines familiales, elle va vivre à Port-au-Prince, après s'y être trouvé un bon emploi dans une compagnie aérienne.

Elle garde de cette ville le souvenir d'un quotidien calme et festif à la fois, beaucoup moins stressant et effréné que la vie à Montréal. Elle y tombe en amour avec un homme qu'elle épouse rapidement et y met au monde sa fille, Jeanne. BJ n'envisage pas de rentrer au Québec jusqu'à ce que Jeanne reçoive, à l'âge de deux ans, le diagnostic d'une maladie incurable, qui entravera de manière importante son développement cognitif et moteur, et exigera des soins et des suivis médicaux assidus. Elle explique qu'à partir de cette annonce, sa manière de concevoir son propre avenir a changé radicalement, qu'elle n'a plus été capable d'envisager le long terme et a dû se contenter, par réflexe de survie, de vivre les choses une journée à la fois.

Les femmes qui font face à des problèmes de logement ont souvent l'impression qu'elles en sont responsables, qu'elles n'ont pas fait les bons choix ou qu'elles ne s'y prennent pas adéquatement.

Le demi-sous-sol de Longueuil où elle emménage seule avec sa fille a des airs beaucoup moins exotiques que sa maison de Port-au-Prince, mais elle se considère tout de même chanceuse d'avoir trouvé cet appartement. Le handicap de Jeanne la forçant à se déplacer en fauteuil roulant, BJ aurait été bien embêtée si elle s'était retrouvée à habiter un deuxième ou un troisième étage. Or, au fil des années qui suivent l'emménagement, le logement perd de son caractère providentiel. Plus son enfant grandit, plus BJ a de la difficulté à la porter dans ses bras pour monter les quelques marches qui séparent leur logement de la porte d'entrée de l'immeuble. Les allers-retours hors de la maison sont de plus en plus exigeants, et BJ réalise que le temps est compté avant qu'elle doive déménager à nouveau. Le système actuel n'offre pas de solution simple et gratuite pour les familles dont un enfant est atteint d'un handicap physique lourd. Les aménagements qui permettent de rendre un espace de vie adapté aux personnes en fauteuil roulant sont extrêmement chers, et les parents qui désirent garder leur enfant à la maison, mais n'ont pas les moyens de défrayer ces coûts, doivent faire des demandes pour accéder – souvent après des mois, des années d'attente – à des logements sociaux adaptés.

Avec le recul, BJ comprend combien sa santé mentale et physique ne tenait qu'à un fil pendant cette période. Les choses ne vont pas mal, pour elle et sa fille, elle parvient à en prendre soin et à subvenir à leurs besoins, mais cela lui prend toute son énergie. Sans s'en rendre compte, elle est en train



de glisser dans un état d'épuisement et de grande détresse. Elle raconte que les événements se sont alors succédé rapidement. Sa fille, qui a alors neuf ans, se voit offrir une place dans un milieu de vie spécialisé et quitte le domicile familial. Des comportements abusifs de la part de son propriétaire, puis des problèmes de santé nécessitant une opération majeure poussent BJ à déménager à son tour, et elle se retrouve à dormir dans le salon de son père. « Je n'étais pas mal chez lui, mais j'ai vite compris que, si je voulais me remettre sur pied, je devais être autonome, avoir un espace à moi et ne plus me sentir redevable à personne. Sauf que je n'avais pas d'argent, je n'étais pas retournée sur le marché du travail depuis mon retour au Québec, et peu d'options s'offraient à moi. » Une travailleuse sociale lui propose alors de s'installer temporairement à l'Abri d'espoir, où elle aurait non seulement un toit, mais profiterait de repas servis trois fois par jour et de ressources psychologiques. BJ arrive au centre d'hébergement avec ses effets personnels et l'idée d'y rester tout au plus quelques semaines. Elle y demeure pendant trois ans, au cours desquels elle vit d'abord dans une chambre partagée, puis seule dans un petit logement. Elle n'oubliera jamais la vision qu'elle a eue en mettant les pieds pour la première fois à l'Abri d'espoir : celle de trois cents femmes attablées devant des cabarets, leurs regards fatigués, leurs corps, usés par la pauvreté et la violence, se faisant face, rassemblées coude à coude dans un immense réfectoire. Alors que beaucoup auraient perçu dans le fait d'aboutir là le signe d'un échec personnel, BJ décide d'y voir une occasion de se reconstruire, de se comprendre elle-même différemment au contact de consœurs ayant elles aussi traversé de grandes épreuves.

C'est avec une détermination similaire qu'elle se présente aux bureaux du POPIR, en espérant y trouver des ressources utiles. Elle sait à ce moment-là qu'elle doit bientôt se trouver un appartement et reste bien consciente que ce processus peut être ardu. D'un naturel enthousiaste, elle est vite emballée par le caractère concret des luttes politiques qui sont menées par l'organisme, puis se retrouve à prendre part à des manifestations nationales et à des rassemblements opposés à la construction d'appartements en copropriété.

Entre-temps, elle doit quitter l'Abri d'espoir, ce type d'établissement offrant de l'hébergement strictement temporaire, pour des périodes maximales prédéterminées. Elle se déniche un petit appartement à Ville-Émard, dans un coin calme mais excentré. Un endroit qu'elle juge convenable, mais dont les cloisons laissent passer les courants d'air et dont le loyer gobe la majeure partie de ses prestations d'aide sociale. Au début de chaque mois, elle achète la quantité de tickets de métro que son budget extrêmement serré lui permet et utilise chacun d'eux pour aller visiter Jeanne, qui vit dans un centre de santé du quartier Rosemont, à l'autre bout de la ville. « C'est dur de concevoir que tes contacts avec ton enfant puissent être limités ainsi, d'attendre l'arrivée d'un chèque pour revoir la personne que tu aimes le plus », confie-t-elle avec émotion, en repensant à cette époque.

Elle a du mal à y croire le jour où elle apprend qu'elle a été sélectionnée comme membre d'un nouveau projet de coopérative, dont la construction doit être achevée dans quelques mois. Elle est assise devant un ordinateur de la bibliothèque municipale – où elle s'est rendue pour consulter ses courriels,

n'ayant pas internet à la maison – et ne peut s'empêcher de s'exclamer de joie. Les nouvelles ne pourraient être meilleures : le logement qui lui est attribué est adaptable pour les personnes à mobilité réduite. Elle a également accès à un programme de subvention, qui réduira le coût de son loyer à un montant équivalent à 25% de ses revenus. Il ne s'agit pas là d'une simple économie. Ces nouvelles conditions changeront radicalement sa vie. Le sentiment qui l'habite le jour où elle défait ses boîtes dans son nouvel appartement est difficile à décrire. Les pièces vastes, les murs blancs immaculés, la grande baignoire impeccable, jamais utilisée : tout ça évoque un confort et une sécurité qu'elle ne croyait plus lui être jamais destinés.

Aujourd'hui, elle reçoit sa fille, maintenant une adolescente, quelques fins de semaine par mois. Dans son 4 et demie, elle lui a aménagé une chambre dont les murs sont décorés de bricolages. Les jours où elles sont rassemblées, BJ et Jeanne passent de longs moments dans la salle de bain, à se maquiller et à se mettre du vernis à ongles. Cette activité toute simple rappelle à BJ combien le quotidien avec sa fille lui a manqué. Une voisine lui a offert plusieurs boutures, et elle regarde avec satisfaction ses plantes pousser à un rythme étonnant sur le bord des fenêtres. Membre du comité de sélection de la coopérative, elle participe au processus d'attribution des logements adaptés. Ces procédures sont loin d'être simples : il y a des rapports d'ergothérapeutes à fournir, des dossiers à remplir et à faire approuver auprès d'organismes subventionnaires. Selon BJ, cette lourdeur administrative en décourage plusieurs, surtout celles et ceux qui se trouvent dans une situation personnelle éprouvante au moment de faire la demande, ou encore les personnes analphabètes ou allophones, qui représentent une part considérable de la population. Désireuse de rendre utile à d'autres sa propre expérience, elle pallie par son implication les lacunes d'un système qui échoue, encore une fois, à venir en aide efficacement aux gens dans le besoin. Elle le fait avec la patience et l'assiduité d'une personne dont les écueils personnels ne sont pas parvenus à miner l'optimisme.

L'époque révolue des portes ouvertes

Louise St-Cartier a passé l'essentiel de sa vie dans le quartier Saint-Henri. Elle y déménage en 1971, alors qu'elle est encore enfant, et y rencontre Gaëtan, qui deviendra son premier copain à l'adolescence, puis son mari dès le début de l'âge adulte. Le couple emménage alors dans un logement de la rue Bourget, où il reste pendant vingt et un ans, y accueillant l'arrivée de deux fils. L'appartement est loué à un prix modique par le propriétaire du dépanneur où Gaëtan travaille depuis qu'il a dix ans, et dont Louise et lui reprennent officiellement les rênes lorsque son patron se fait vieillissant. Le dépanneur en question est un de ces petits marchés typiques des quartiers populaires, ceux qu'on peut reconnaître aujourd'hui par leurs enseignes vintage qui portent la mention « Bière froide • Vin • Légumes ». Le type d'endroit où les habitant-es d'un quartier viennent quotidiennement acheter des paquets de cigarettes, des pintes de lait, des gratteux ; où des habitué-es aiment s'attarder pour parler de la température, pour prendre des nouvelles du divorce d'untel ou de l'accouchement d'une autre, comme

dans un véritable centre communautaire. Aujourd'hui, le dépanneur de Gaëtan n'existe plus. Il a fermé ses portes à la suite d'un incendie majeur, puis un promoteur a racheté le terrain pour y construire des appartements en copropriété. Il n'y a pas de lien direct entre l'incendie et l'apparition de logements privés, mais la vue du briquetage fraîchement fait et des portes d'entrée neuves inspire aujourd'hui de l'amertume à plusieurs résident-es du coin.

« Ce "taudis" n'est peut-être pas au goût du jour, mais il raconte l'histoire du quartier, notre histoire à nous, et lorsqu'on le met à terre, c'est cette histoire-là, aussi, qu'on détruit. »

En plus d'aider quotidiennement son mari dans différentes tâches, Louise est embauchée comme brigadière scolaire, un métier avec lequel elle tombe vite en amour et qu'elle pratique encore à ce jour. Depuis presque trente ans, elle s'installe matin et soir au coin des rues Notre-Dame et du Couvent pour veiller à la sécurité des enfants de son quartier, enfants dont elle connaît pour certain-es les parents, parfois même les grands-parents. C'est en partie grâce à cet emploi, aux liens de proximité qu'il lui permet de tisser avec son voisinage, qu'elle et sa famille obtiennent une place dans la coopérative d'habitation où ils habitent actuellement.

À la fin des années 1990, Louise croise régulièrement Claudette Casgrain, une militante impliquée dans les luttes locales pour le droit au logement. Si Claudette se retrouve fréquemment au coin de rue où travaille Louise, c'est parce qu'elle y rencontre des collègues, avec qui elle va visiter le chantier de la Coopérative d'habitation du Couvent de Saint-Henri, qui est en train d'être construite dans une ancienne école à quelques pas de là. Ces femmes font partie du groupe fondateur de la coopérative. Claudette leur présente Louise, en qui elles voient une voisine idéale, et qu'elles incitent à poser sa candidature. Louise, qui est alors mère de deux jeunes garçons, a déjà plusieurs dossiers sur les bras, mais elle remplit les formulaires d'inscription, sans trop y réfléchir, entre deux tâches, en se disant « on ne sait jamais ». Elle parle d'une « belle surprise » pour décrire sa réaction lorsqu'elle a appris que sa candidature avait été choisie, et qu'elle pourrait emménager dans un 5 et demie flambant neuf dans quelques mois, dès que les travaux de construction seraient finalisés.

On peut se dire que ce déménagement est le fruit d'un heureux hasard, mais ce n'est certainement pas la chance

qui a permis à Louise de devenir membre d'une coopérative d'habitation. Son mari et elle font partie de ces gens pour qui l'altruisme et l'implication communautaire semblent être des réflexes, des habitudes bien ancrées. Bien avant la vie en coopérative, ils faisaient des courses et des petits travaux pour des voisin-es âgé-es ou malades, s'impliquaient dans l'organisation de fêtes et d'événements communautaires. Dans leur appartement de la rue Bourget, la porte était rarement verrouillée. Leurs proches et des connaissances pouvaient passer à l'improviste pour les saluer et prendre un café. En l'écoutant raconter des anecdotes sur son immeuble et son quartier, on comprend que Louise, qui est dotée d'une écoute attentionnée et d'une présence bienveillante, est un pilier pour bien des membres de sa communauté.

Un de ses souvenirs les plus marquants demeure la fête qu'elle a organisée pour souligner le baptême d'un de ses fils. Gaëtan et elle avaient planifié un événement simple et convivial, une réception d'après-midi dans leur cour arrière. Ils avaient envoyé des invitations officielles, puis lancé ici et là des appels plus informels à des personnes croisées au quotidien. Finalement, à leur grand étonnement, environ cent vingt personnes se sont présentées ; leur petit espace clôturé ne parvenait plus à contenir la célébration. « Pourtant, nous ne sommes pas des gens *connus* ou quoi que ce soit. Mais en voyant tout ce monde-là boire et manger ensemble jusque dans la ruelle, j'ai réalisé à quel point nous étions entouré-es. Je répète souvent que l'on gagne autant qu'on offre lorsqu'on rend des services ou qu'on s'implique bénévolement pour une cause. Bien, ce jour-là, j'en ai eu la preuve plus que jamais. »

Le quartier s'est radicalement transformé depuis que Louise y a mis les pieds pour la première fois. La population a changé de visage, l'écart entre les résident-es les plus riches et les plus pauvres s'est creusé, et ce type de rassemblement paraîtrait aujourd'hui beaucoup plus inusité. Saint-Henri était à l'origine un quartier ouvrier, son évolution a toujours été intimement liée au développement industriel du secteur. Ouvrier n'est cependant pas synonyme de misère ou de pauvreté : jusqu'au début des années 2000 y vivaient des travailleuses et des travailleurs appartenant à différentes classes économiques. Certain-es habitaient de coquettes petites maisons aux façades en bois colorées, dont plusieurs existent encore aujourd'hui. Elles font le charme des rues résidentielles, qui ont gardé une atmosphère de village. Lorsqu'on s'attarde et qu'on prend le temps d'observer au travers des lucarnes de ces maisons, on découvre des intérieurs entièrement rénovés, décorés avec un style épuré, meublés de sofas sectionnels et d'électroménagers dernier cri. Tout ce luxe laisse croire que les propriétaires actuels ne sont pas des employé-es d'usine. Après avoir cessé leurs activités il y a une vingtaine d'années, la Dominion Textile et l'Imperial Tobacco, qui ont été des employeurs importants pendant près d'un siècle, ont vendu leurs imposants bâtiments en brique rouge, dans lesquels ont été construits des lofts. Sur la rue Notre-Dame, où est concentrée la majorité des commerces, les vieilles enseignes ont été remplacées par de nouvelles, mis à part peut-être celles de quelques institutions comme le restaurant Greenspot, qui vend les meilleurs hot-dogs steamés du coin depuis 1947. Comme dans plusieurs quartiers affectés par un processus de gentrification, les entreprises familiales, faute de pouvoir assumer la hausse des

loyers ou ne répondant plus aux intérêts d'une population de plus en plus aisée, ont cédé la place à de grandes chaînes ou à des cafés et à des restaurants huppés.

Grâce à sa profession et à ses implications sociales, Louise est une témoin privilégiée des conséquences humaines de ces transformations du paysage urbain. Elle essaie de rassurer son mari, qui lui répète fréquemment, lorsqu'il voit une nouvelle vitrine placardée ou un nouvel immeuble d'appartements démolis : « Ils sont en train de détruire notre quartier ! » Mais elle sent la colère monter quand des voisines de longue date lui disent sentir le poids du regard des passantes alors qu'ils relaxent sur leur balcon, une bière ou une tasse de café à la main. « C'est terrible de sentir que notre présence dérange dans un endroit où on a vécu toute notre vie. C'est terrible de sentir que notre chez-soi est considéré comme un taudis qui devrait être démolis. Ce "taudis" n'est peut-être pas au goût du jour, mais il raconte l'histoire du quartier, notre histoire à nous, et lorsqu'on le met à terre, c'est cette histoire-là, aussi, qu'on détruit. Contrairement à ce que certaines disent, ce n'est pas l'arrivée d'immigrants qui dénature un quartier. Les "étrangers", ce sont ceux qui vivent dans leurs tours à condos et méprisent le monde de la place. »

Louise se console en disant qu'au sein de sa coopérative, elle réussit à préserver l'ambiance communautaire et le sentiment de sécurité qu'elle retrouvait, autrefois, dans son voisinage. Même s'il lui est arrivé, dans les dernières années, de vouloir prendre moins de responsabilités pour préserver sa motivation et éviter de s'épuiser, elle continue à porter ce projet dans son cœur. Elle y met l'amour et l'énergie que d'autres investissent dans l'entretien de leur jardin ou dans la rénovation. À l'entendre décrire l'évolution de Saint-Henri et le rôle que jouent des coopératives comme la sienne dans la lutte pour le droit au logement, on comprend la dimension politique que prend ce « collectif », qui n'est pas seulement constitué de proches, d'amis, mais d'un réseau de personnes qui partagent une vision de l'habitation, ou qui ont tout simplement besoin d'accéder à un loyer abordable pour se tenir la tête hors de l'eau.

Louise me raconte un souvenir. Il y a quelques années, un de ses fils s'est marié et a spontanément choisi d'organiser la réception dans la salle commune de la coopérative de ses parents. Située au sous-sol, la salle en question ressemble exactement à l'image que je me fais d'une salle communautaire : une vaste pièce éclairée au néon, avec un sol en terrazzo, des tables pliantes et des chaises empilées dans un coin. Louise explique que, pour l'occasion, Gaëtan a refait le cirage des planchers et elle a pris le temps de coudre des rideaux, en choisissant des couleurs qui plairaient à son garçon et qui conféreraient à l'espace une ambiance festive et chaleureuse, en espérant que ce petit renouveau profiterait à d'autres, qu'il inspirerait de nouvelles célébrations. « C'est pas que nous n'avions pas les moyens de louer une autre salle, ou d'aller au restaurant. C'est juste que ça avait du sens, pour nous, de souligner un événement aussi important ici. Nos enfants ont grandi ici, je les ai élevés en même temps que je m'investissais dans cette coop. Ils y sont attachés comme ils le seraient pour n'importe quelle maison d'enfance, comme d'autres ont un sentiment d'appartenance à leur village. »

Récemment, elle a remarqué qu'une autre membre, une dame âgée qui vit seule, laissait toujours entrouverte sa

porte qui donne sur le couloir de l'immeuble. Louise le lui a fait remarquer, en se disant que c'était sans doute involontaire, que la poignée était peut-être brisée. Sa voisine lui a répondu qu'il s'agissait d'un choix délibéré. Depuis le début du confinement imposé par la pandémie de covid-19, elle souffrait d'un grand sentiment de solitude. Entendre des voix, ne serait-ce qu'en écho, des bribes de discussions et des rires d'enfant, cela lui donnait l'impression d'être un peu entourée et l'apaisait, lui donnait la force de passer au travers des longues journées répétitives. Louise s'est dit alors qu'il y avait là une réussite de la vie en coop. L'anecdote peut paraître banale, mais je me demande combien de personnes en ville peuvent trouver du calme à laisser leur porte ouverte, quels sont les milieux où il règne encore assez de confiance pour que la sécurité individuelle ne soit pas une source d'inquiétude. Il y a certainement quelque chose de pernicieux à idéaliser une espèce de « ambiance villageoise » où tout le monde connaîtrait tout le monde, à entretenir la nostalgie d'une époque où les balcons et les cours arrière de Saint-Henri étaient plus animés. N'empêche que cette porte ouverte, parce qu'elle apparaît comme un fait inusité, évoque ce qui peut se perdre, sur le plan des relations humaines, à travers des processus d'urbanisation qui favorisent le développement immobilier et la « revitalisation » esthétique des quartiers aux dépens de la création de liens communautaires.

Maître chez soi

Lorsqu'on entre dans le logement de Pierrette Trudel, on a l'impression de découvrir la demeure d'une femme épanouie et entourée. Un mur du salon est complètement caché par une bibliothèque murale. Dans un des coins du bureau, un lit a été installé pour recevoir ses petits-enfants à dormir. L'endroit est bien entretenu, décoré avec simplicité et bon goût, et, si on omet le fait que nous sommes au troisième étage – la vue qu'offrent les nombreuses fenêtres nous le rappelle –, on se croirait dans un bungalow coquet de banlieue. L'histoire de ce 5 et demie situé sur la rue Lacombe, à quelques minutes de marche du métro Côte-des-Neiges, témoigne toutefois de beaucoup plus de détermination et d'acharnement que ce que l'atmosphère paisible du lieu laisse imaginer.

Pierrette y emménage à la fin des années 1970, un peu plus d'un an après son arrivée à Montréal. Née dans un petit village de la Mauricie, élevée par une mère au foyer et un père bûcheron, elle s'est installée dans la métropole pour y travailler, après avoir obtenu son brevet d'enseignement, alors que ses origines la prédestinaient davantage à se faire embaucher à l'usine pour rapporter des sous à sa famille. Elle associe ses premiers mois en ville à une période de grande vulnérabilité : célibataire, n'ayant ni moyens financiers ni sécurité d'emploi, elle habite d'abord dans une maison de chambres près de la station Berri-UQAM, où elle paie un loyer hebdomadaire de 10 dollars et partage des aires communes avec des personnes qu'elle décrit comme « plus ou moins fréquentables ». Elle éprouve encore de la gratitude pour l'ami qui, à l'époque, offre de lui céder le bail de l'appartement abordable qu'il laisse, appartement qui deviendra son premier vrai « chez-soi ». Elle ne le quittera plus.

« Attention, lui dira l'ami en partant, il semble y avoir une sorte d'enchantement dans cet appart : les dernières femmes

qui ont habité là ont toutes fini par y avoir un enfant ! » Bien sûr, il s'agit plus ou moins d'une blague, mais les astres semblent bel et bien alignés, car peu de temps après son emménagement, Pierrette tombe enceinte. Puis, en 1982, l'immeuble de six logements dans lequel elle habite seule avec son enfant est mis en vente. Son loyer étant exceptionnellement bas, il y a peu de chances qu'il le demeure bien longtemps avec le changement de propriétaire, si elle n'est pas carrément expulsée à la suite d'une reprise de logement. Avec son revenu modeste, l'espoir est mince de trouver un autre endroit aussi confortable dans un quartier central. Le réflexe qu'a alors Pierrette témoigne de son remarquable sens de l'engagement. Parmi toutes les solutions qu'elle pouvait trouver, elle ne choisit pas la plus facile, mais entame des démarches fastidieuses qui vont profiter à des générations de locataires.

À quelques portes de chez elle se trouve la coopérative Village Côte-des-Neiges, la plus vieille coopérative d'habitation sur l'île de Montréal. Pierrette voit là la perspective d'un dénouement idéal : faire de son immeuble une coopérative. Elle approche donc le conseil d'administration de Village Côte-des-Neiges pour discuter de la possibilité de racheter son immeuble, peut-être d'en faire une « phase 2 » du projet ; elle prend le temps d'échanger avec chacune de ses voisines pour les rallier à son entreprise, les convaincre qu'un passage vers un mode coopératif est la meilleure solution pour tout le monde. Cette initiative marque le début d'une série de procédures administratives, qu'elle effectue bénévolement avec d'autres résident·es motivé·es. Puis, après des mois de réunions et de paperasse, de négociations laborieuses avec un propriétaire pressé de vendre, avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'obtention d'un prêt, la coopérative Village Côte-des-Neiges fait officiellement l'acquisition du bâtiment où vit Pierrette et intègre six nouveaux ménages à sa communauté de membres. La proactivité et le dévouement qui ont rendu possible cette annexion sont admirables ; pourtant, quand nous le lui soulignons, Pierrette détourne le compliment en affirmant qu'elle est loin d'avoir l'esprit d'une mère Teresa : à son sens, elle n'a pas agi par altruisme, mais bien par nécessité. Elle avait besoin d'un endroit où vivre en ville avec sa fille et elle a emprunté l'avenue qui lui paraissait la plus pérenne. Elle se réjouit aujourd'hui en se disant que la structure qu'elle a contribué à créer lui survivra, qu'elle permettra à d'autres d'obtenir une sécurité de logement inaccessible autrement.

Pour Pierrette, l'investissement soutenu qu'exige la vie en coopérative d'habitation apparaît moins comme un fardeau que comme faisant partie de l'ordre des choses. « J'ai toujours vécu en tribu. J'ai grandi dans une famille de campagne, où tout le monde a ses tâches et doit les effectuer pour que le microcosme demeure fonctionnel. Dans ma famille, les choses devaient rouler, on ne pouvait pas faire autrement, même si ça impliquait parfois de passer par-dessus des conflits. J'ai l'impression d'avoir contribué à intégrer ce genre de mentalité, ici. » Elle ne veut pas minimiser ce que cela implique, sur le plan de la charge émotionnelle et du travail interpersonnel, d'habiter un milieu de vie géré collectivement, mais le bilan qu'elle dresse de son expérience est positif. Ses meilleurs souvenirs demeurent les moments de complicité et de solidarité entre voisin·es, les coups de

main et les services rendus de manière informelle ici et là, les longues soirées passées à concevoir des plans de travaux autour d'une table de cuisine alors que les enfants dorment ensemble dans le salon, les barbecues et les fêtes annuelles. Elle repense souvent aux regards des passant·es lorsque, après un après-midi passé à nettoyer la cour au printemps ou à l'automne, un groupe de membres se récompensait pour le boulot accompli en prenant une bière devant l'immeuble. L'air surpris et intrigué des gens lui rappelle que ces bulles communautaires, à la fois hétérogènes et conviviales, sont peu fréquentes en ville.

La vie de Pierrette aurait peut-être été différente si ses efforts pour annexer son immeuble à Village Côte-des-Neiges n'avaient pas porté leurs fruits. La sécurité de logement que lui a offerte le mode d'habitation coopératif – non seulement un loyer abordable, mais la certitude que son droit d'habiter son appartement ne pourrait jamais lui être retiré – lui a permis, pour reprendre ses propres termes, d'être « maîtresse chez elle » et de sentir qu'elle avait une prise sur sa propre trajectoire. Vivre au sein d'une collectivité l'a aidée à entretenir un rapport plus serein à la monoparentalité : elle s'est souvent réjouie en pensant que sa fille unique, si elle grandissait avec un seul parent, était cependant entourée de personnes familières. La carrière de Pierrette aurait sans doute évolué autrement si, les après-midi où sa fille rentrait seule de l'école, elle n'avait pas pu calmer ses inquiétudes en se disant que son enfant ne se trouvait qu'à une cloison de gens bienveillants qu'elle connaissait, vers qui elle pouvait facilement se tourner en cas de souci. Accéder à une stabilité locative lui a donné l'espace et les moyens financiers de retourner à l'université et de décrocher un diplôme de deuxième cycle en éducation, grâce auquel elle a pu devenir chargée de cours. Elle s'est retrouvée en couple avec des hommes à quelques reprises, mais jamais l'envie de s'installer dans une maison ou un appartement plus grand avec un de ceux-ci ne l'a emporté sur son désir de demeurer dans cet endroit qu'elle s'est battue pour préserver. Elle explique qu'elle n'a jamais entretenu le même rapport à la vie de couple que la plupart des femmes autour d'elle. Pour beaucoup, fonder un nid conjugal ou familial constitue une priorité, un idéal à atteindre sur la base duquel on accepte toutes sortes de sacrifices. Pour elle, le plus important a toujours été de préserver son autonomie et de s'investir dans les projets qui lui tiennent à cœur. Grâce à cette indépendance qu'elle s'est accordée, elle a trouvé le temps au fil des années de cumuler les implications sociales et militantes. Son attitude n'est pas directement liée à sa situation locative, elle relève d'une vision du monde profondément ancrée en elle depuis longtemps, mais avec le recul, elle réalise qu'elle aurait peut-être envisagé les choses autrement si elle n'avait pas eu la certitude de pouvoir payer son loyer mois après mois, si elle avait vécu dans un endroit mal entretenu, laissé en ruine par un propriétaire négligent et qu'une des seules manières d'accéder à plus de confort matériel avait été de partager ses frais d'habitation, et du même coup son quotidien, avec une autre personne.

Elle ne regrette pas ses choix, mais elle est parfois affectée par certains jugements, qu'elle perçoit de plus en plus en vieillissant. Lors de la fondation de sa coopérative, alors qu'elle était jeune maman, on saluait sa débrouillardise et son engagement ; aujourd'hui, alors qu'elle est à la retraite et

aurait sans doute les moyens de se payer une maison, elle a l'impression qu'on juge moins enviable sa situation, comme si elle avait manqué d'une quelconque forme d'ambition. Sa réflexion à ce sujet est désarmante par sa justesse et sa lucidité : « C'est étrange, moi, ce que je trouve le plus désolant, à l'inverse, ce sont les personnes qui s'endettent jusqu'au cou pour se payer une maison. Pour moi, mon logement, même si j'en suis fière en raison de son histoire, n'est pas une source de valorisation personnelle. Je ne travaille pas pour me payer le condo de mes rêves. Ce que je gagne en ayant un loyer abordable, c'est entre autres du temps libre et de la tranquillité d'esprit. Non seulement je n'adhère pas à cette mentalité de surenchère, mais je crois qu'il y a quelque chose de néfaste, de dangereux même, dans le fait de se réaliser individuellement à travers l'acquisition d'une habitation la plus luxueuse possible. Indirectement, si nous traversons une crise du logement aussi importante, c'est en partie parce que nous sommes conditionné-es à avoir cette mentalité. Si les appartements se louent de plus en plus cher en ville, à un point où les personnes plus précaires ne seront bientôt plus capables d'y habiter dans des conditions décentes, c'est parce qu'en parallèle, des gens veulent toujours plus, et sont prêt-es à payer pour. »

✱

Dans *Chez soi. Une odyssée de l'espace domestique*, Mona Chollet aborde la question des problèmes de logement et défend la pertinence, même pour les personnes à l'aise financièrement, de ne pas céder automatiquement au rêve de la propriété unifamiliale lorsque vient le temps d'envisager leur future demeure. Elle suggère de faire des choix plus communautaires, même si rien, dans la société capitaliste, ne nous y incite. « Il ne peut y avoir de réelle solution que collective. Certes, la perspective d'une société gouvernée par ce principe relève aujourd'hui de la science-fiction, mais ce détail ne doit pas nous empêcher de le crier sur tous les toits. » Il ne s'agit pas de prôner la vie en commune ou le partage absolu de tous les aspects de la vie privée. Au contraire, les portraits de locataires présentés ici montrent bien que l'habitation en collectif peut favoriser une préservation de l'intimité et de l'autonomie.

BJ, Louise et Pierrette appartiennent à des milieux socio-économiques différents, leurs parcours et leurs profils se ressemblent très peu. Les raisons qui les ont poussées à vivre en coopérative ne sont pas les mêmes, les avantages qu'elles y trouvent non plus. Ainsi juxtaposées, leurs histoires donnent à voir, il me semble, tout ce qui peut émerger de bon lorsqu'on fait le pari de collectiviser certains aspects de la charge domestique, lorsqu'on sort de la logique du chacun pour soi et qu'on envisage l'habitation dans une perspective sociale. Les initiatives locales, menées à bout de bras par des citoyen-nes souvent bénévoles ou peu payé-es, ne suffiront sans doute pas à renverser les tendances en matière de développement urbain, mais on peut se demander à quoi ressemblerait un quartier comme Saint-Henri sans les îlots de solidarité comme ceux que participe à faire vivre Louise. Le fait de vivre seule, pour une femme, est parfois associé à une position de vulnérabilité. Or, pour des gens comme Pierrette ou BJ, avoir la possibilité d'habiter leur propre logement

représente une source de fierté et de sécurité affective, psychologique et économique. La solitude leur serait toutefois peut-être moins bénéfique sans les rapports d'entraide que favorise le mode coopératif. Les parcours rassemblés ici montrent ce qui est mis en péril, sur le plan humain, par les processus de gentrification et les augmentations de loyer qui y sont associées. Ces dommages ne sont pas chiffrables, ils ne se calculent pas à partir de pourcentages d'augmentation, ils ne se réparent pas, non plus, par des indemnités d'éviction. Il s'agit du droit à une vie décente et significative, où nos heures travaillées ne servent pas uniquement à couvrir des charges de plus en plus élevées; il s'agit de dignité, de sentiment d'appartenance et de communauté, de regards familiers croisés et de salutations échangées sur les coins de rue ou dans les portiques d'immeuble, la possibilité de projeter notre avenir dans des quartiers qu'on aime ou qui nous ont vu grandir.

La dernière réplique de Pierrette éclaire les logiques divergentes dans lesquelles se retrouvent pris-es les plus privilégié-es et les plus précaires, lorsque vient le temps de trouver un endroit où vivre. Se loger adéquatement selon nos besoins est un droit fondamental, un droit souvent bafoué que certain-es se battent pour faire respecter. Pour d'autres, l'habitation est synonyme d'investissement et de plans stimulants de rénovation ou de décoration. La perspective que défend Pierrette – l'idée voulant qu'acquérir une demeure ne devrait pas être une finalité, qu'habiter un lieu adéquat est plutôt une condition de base à partir de laquelle il devient possible d'avoir d'autres aspirations – ne paraît peut-être pas révolutionnaire, pourtant elle sous-tend un potentiel de résistance qui mérite d'être exploré. En parlant de la question du logement, Mona Chollet affirme également que « l'individualisme hystérique [...] du monde dans lequel on vit nous rattrape jusque dans ce que l'on croit avoir de plus intime », il nous influence jusque dans notre conception du bien-être. Les femmes présentées dans ce reportage sont inspirantes, notamment parce qu'elles cherchent le bonheur à l'extérieur de l'ascension sociale ou de l'accumulation de biens. Leurs témoignages révèlent des formes d'épanouissement individuel qui ne se déploient pas aux dépens du bien commun, mais au contraire l'encouragent, et qu'on devrait davantage considérer lorsqu'on envisage l'avenir des villes. ●

Camille Toffoli est essayiste et cofondatrice de L'Euguélonne, librairie féministe. Son premier ouvrage solo paraîtra à l'été 2021 aux Éditions du remue-ménage. Elle est membre de la coopérative d'habitation L'Esperluette.

Isabelle Caron est artiste visuelle et cofondatrice de la coopérative d'habitation L'Esperluette. Détentrice d'un doctorat, elle est chargée de cours à l'École des médias de l'UQAM, où elle participe activement à la vie syndicale.